

ANSITION ! DICTATURE DU PROLÉTARIAT !

UTIONNNAIRES du SOCIALISME

grossières dans la collectivisation agricole, le mépris des revendications des producteurs, la gabegie bureaucratique, etc. Et, après les expériences de Pologne et de Hongrie qui ont fait revivre les conseils ouvriers, on peut affirmer que tout État ouvrier ne peut assumer pleinement ses tâches que s'il s'appuie directement sur les masses travailleuses. Celles-ci doivent avoir la possibilité de participer à la gestion des entreprises et à l'orientation de toute l'économie, de contrôler et, dans la plus large mesure, de diriger l'ensemble des services d'État. Il n'est pas de développement socialiste harmonieux sans démocratie directe. Et pour se rapprocher constamment de cet idéal, les conseils ouvriers, organes de lutte, d'action et d'éducation des travailleurs, restent un moyen irremplaçable.

On en revient ainsi à la formule de Lénine que quarante ans d'expériences ont largement confirmée: la seule voie au socialisme est la dictature du prolétariat — ce qui signifie la destruction du vieil appareil d'État bourgeois, instrument d'exploitation, et l'instauration d'un État ouvrier, constitué du rassemblement des conseils d'ouvriers et de paysans.

Rassurons tout de suite ceux que des années de stalinisme ont rendu méfiants d'une trop grande fidélité à la lettre des textes marxistes. Il s'agit là d'une formule politique générale, qui exprime le but que doivent se fixer ceux qui veulent que le passage au socialisme se fasse avec le plus de rapidité et d'harmonie possibles. La réalité des luttes de classes fera surgir mille formes concrètes de la dictature du prolétariat; c'est ce qu'ont compris certains théoriciens de la déstalinisation qui oublient malheureusement que le passage au concret ne fait que renforcer la valeur de la loi générale.

Pour un programme de transition

Tout parti communiste véritable doit se livrer à une propagande systématique en faveur de la dictature du prolétariat, dont il doit faire aussi l'objectif de toutes les luttes ouvrières. Les dirigeants staliniens ont beau jeu de répéter que la prise du pouvoir est impossible, quand ils ne lèvent pas le petit doigt pour la préparer effectivement. La lutte pour le pouvoir pose un problème qui dépasse le niveau de la simple propagande. Un grand nombre de travailleurs n'accepte pas l'idée d'une dictature du prolétariat. En fait, la plus grande partie de la classe ouvrière elle-même ne peut commencer à lutter consciemment ou à accepter la nécessité d'une telle solution qu'au travers d'une série de luttes de masses, lui montrant l'impos-

sibilité de toute autre issue. Le problème est double pour l'avant-garde révolutionnaire: d'une part, définir un ensemble de revendications susceptibles par leur nature très large d'entraîner immédiatement la grande masse des exploités; d'autre part, faire en sorte que la lutte pour ces revendications aboutisse, dans la conscience des travailleurs et dans la pratique des combats, au stade de la lutte pour le pouvoir. Pour cela, il faut définir un programme dont chaque mot d'ordre, répondant à ces deux exigences, assure la transition pratique entre les luttes quotidiennes et le combat général pour le pouvoir. Dans « le Programme de Transition », Trotsky a donné la ligne générale d'un tel ensemble de revendications qu'il importe de préciser concrètement à chaque étape, en raison des conditions particulières à chaque mouvement ouvrier. Sans un programme de transition, soigneusement élaboré, le problème des voies du socialisme reste purement académique.

Avec les revendications transitoires, nous touchons à la question, si rebattue, de la diversité des formes du passage au socialisme. Tout programme de transition partant des aspirations immédiates des travailleurs, les mots d'ordre qu'il comporte et les actions qu'ils impliquent sont sujets à variations suivant les moments et les pays. Faut-il en conclure que chaque nation possède une voie entièrement originale vers le socialisme?

Pour répondre à cette question, prenons un exemple. Dans plusieurs pays capitalistes, au premier rang desquels la France, le problème est posé d'instaurer un gouvernement qui sorte le pays de la crise où le plonge la bourgeoisie. La classe ouvrière, fondue en un seul bloc par le Front Unique de ses organisations, peut seule apporter une solution progressive. C'est pourquoi, au premier rang des revendications transitoires, figure le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan ». On peut facilement envisager que, dans le cadre d'une situation perturbée, les organisations ouvrières arrivent effectivement au pouvoir, de quelque façon que ce soit. Même si son avènement a été accompagné de grandes luttes ouvrières, le nouveau gouvernement n'est pas la dictature du prolétariat: dans les entreprises, l'armée, la police, l'administration, restent en place les capitalistes et leurs agents. Le gouvernement des travailleurs se voit soumis, dès son arrivée au pouvoir, aux pires pressions. S'il veut continuer à conserver l'appui de la classe ouvrière, sans devenir une nouvelle édition des « gouvernements ouvriers » à politique capitaliste, il doit attaquer de front la bourgeoisie. Pour cela, il ne dispose d'aucune force, sauf celle des travailleurs, qu'il doit organiser. Dans sa lutte, l'appareil d'État de la bourgeoisie lui est la pire des entraves: il doit faire appel, pour briser ce carcan, à l'action des organisations ouvrières de combat, des conseils ouvriers. Ainsi s'assure la transition entre le simple gouvernement de Front Unique et la dictature des conseils. Ce

schéma de transition peut être, dans l'avenir concrétisé par l'expérience de plusieurs pays. Il peut, en tout état de cause, contribuer à montrer que, partant dans des conditions fort différentes de celles de la Russie, de la Yougoslavie ou de la Chine, le processus révolutionnaire aboutit à un résultat identique.

Diverses formes de lutte, un seul but

Et c'est cette dernière remarque qu'il faut généraliser. L'originalité de chaque expérience nationale se manifeste dans les formes de lutte ouvrière avant et immédiatement après la prise du pouvoir. Mais le contenu fondamental de la lutte pour le socialisme reste partout le même. On peut facilement comprendre par exemple que suivant qu'il agisse dans une métropole capitaliste ou un pays sous-développé, un parti communiste ne se trouve pas devant les mêmes alliances à conclure et que par conséquent son mode de lutte pour le pouvoir et les formes pratiques de l'exercice du pouvoir varieront énormément. De la même façon, le caractère plus ou moins répressif du gouvernement ouvrier dépendra à la fois du degré de résistance de la bourgeoisie, du développement général de l'économie, de l'organisation et de la conscience prolétariennes. La sévère répression qui a marqué les premières années de l'U.R.S.S. ne sera pas forcément répétée avec la même rigueur dans un pays avancé. Les rapports avec la paysannerie ne peuvent être les mêmes dans un pays européen qu'en Chine. Mais sous l'accumulation des expériences diverses, on découvre toujours la même élimination de la bourgeoisie, la même nécessité d'une dictature prolétarienne, brisant l'État bourgeois, donnant le pouvoir aux travailleurs. Que l'on prenne l'U.R.S.S., la Yougoslavie, la Chine, ou les « démocraties populaires » on aboutit à la même constatation: partout il a été nécessaire de détruire l'influence bourgeoise, bâtir et renforcer un état nouveau; partout aussi, le problème de la démocratie ouvrière, négligé pendant une période, se trouve maintenant posé au premier plan.

En d'autres termes, tous les doctes théoriciens qui font du tapage sur les voies nouvelles nationales du socialisme, n'apportent guère de solution aux problèmes soulevés. Leurs nouveautés ne le sont que face aux vieilleries réformistes du stalinisme. Et lorsqu'ils parlent, sans précision aucune, de la multiplicité des voies vers le socialisme, ils ne créent qu'un peu plus de confusion, tant qu'ils ne précisent pas si leurs innovations portent sur le contenu de la dictature du prolétariat ou sur les formes de lutte particulières à chaque pays. Et malheureusement, les plus acharnés novateurs jusqu'ici ont montré plus d'inclination pour le réformisme que pour le léninisme.

Le problème d'une étude sérieuse des modes de lutte pour la dictature du prolétariat reste posé. Il ne peut l'être que par une réaffirmation intransigeante des principes fondamentaux du léninisme, accompagnée d'une étude concrète des conditions propres à chaque pays, déterminant les formes particulières de transition des combats actuels à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

En France, pareille étude nécessite des recherches:

- sur la structure du capitalisme français, sa composition et ses divisions actuelles;
- sur la structure des classes moyennes, notamment la paysannerie, et leurs rapports avec la classe ouvrière;
- sur les traditions de lutte, les formes d'organisation politiques et syndicales du prolétariat français;
- sur l'actuel rapport de forces entre les classes, tel qu'il résulte des facteurs précédents, des luttes présentes, déclenchées dans le cadre d'une crise générale de l'impérialisme français.

C'est sur ces thèmes que sera centrée une série d'articles que va publier la Vérité des Travailleurs. Nous espérons contribuer ainsi, en concrétisant le Programme de Transition, en rétablissant l'authentique conception de la dictature du prolétariat, à la discussion qui s'engage sur les voies du socialisme qui ne peuvent être que les voies révolutionnaires vers le socialisme.

rsaire de la Révolution d'Octobre!

, RÉUNION A LA MUTUALITÉ (SALLE D)

MONDIAL DE LA IV^E INTERNATIONALE

CIPATION DE DELEGUES A CE CONGRES